

S.A.R. PRINCE TURKI AL FAISAL

Président du King Faisal Center for Research and Islamic Studies (KFCRIS)

Thierry de Montbrial, président et fondateur de la WPC

Votre Altesse, avant toute chose, j'aimerais vous remercier d'être à nos côtés pour la quatrième, sinon la cinquième fois pour cette World Policy Conference. Ma première question ne sera pas totalement inattendue. L'Arabie saoudite semble craindre le résultat des négociations engagées avec l'Iran, dites 5+1 ; et le pays semble préoccupé par l'évolution de sa relation avec les États-Unis. Pourriez-vous commenter ces aspects pour commencer ?

S.A.S. le Prince Turki Al Faisal, président du King Faisal Center for Research and Islamic Studies (KFCRIS)

Quand Thierry de Montbrial vous dit qu'il faut que vous veniez, alors vous venez. Je n'ai pas assisté à la dernière World Policy Conference, mais j'espère compenser aujourd'hui mes absences passées. Votre question est pertinente et je l'ai entendue formulée à maintes reprises par de nombreux intervenants dans diverses circonstances. Je pense toutefois qu'elle se fonde sur un présupposé erroné : l'idée que l'Arabie saoudite serait préoccupée ou inquiète d'un rapprochement entre les États-Unis et l'Iran.

Premièrement, l'Arabie saoudite entretient des relations avec l'Iran, nous avons une ambassade à Téhéran, et l'Iran a une ambassade à Riyad. Cette relation est en place depuis le rapprochement qui s'est opéré entre le royaume et l'Iran en 1995, quand le roi actuel, qui était alors le prince héritier, a rencontré le président Rafsandjani lors d'un sommet de l'Islam au Pakistan. Les relations étaient interrompues depuis l'époque de Khomeiny en raison de divers événements sur les lieux saints du royaume et d'autres actes terroristes contre les intérêts saoudiens ailleurs dans le monde.

Ce rapprochement s'est opéré et nous entretenons depuis des relations avec l'Iran. Le dernier président du pays, M. Ahmadinejad, a rencontré notre roi au moins quatre ou cinq fois au cours de son mandat et le Roi est un homme très franc et direct, et sa relation avec Ahmadinejad s'est faite sur cette base, même publiquement. Par conséquent, considérer que le royaume serait contre un rapprochement entre États-Unis et Iran est une erreur.

En outre, les négociations 5+1 avec l'Iran ont commencé avec l'UE3 contre l'Iran, puis UE3+1, puis UE3+2, etc., et désormais 5+1. Le royaume, et les États du Golfe persique notamment, aimeraient que cette progression numérique se poursuive pour que le 5+1 devienne 5+2, avec une représentation du Conseil de coopération du Golfe dans ces pourparlers, car après tout, les 5+1 discutent de notre région, et nos intérêts sont ici en jeu plus directement et immédiatement que les intérêts européens, américains, russes et chinois. Si on s'en tient à la question nucléaire, il faut considérer non seulement les aspects militaires mais également l'idée d'un éventuel accident sur un site implanté à 120 kilomètres de nos côtes, qui abritent des foyers de population très élevés, du Koweït jusqu'à Oman. Le potentiel de catastrophe naturelle est réel : l'Iran, nous le savons, repose sur des terrains très instables, pas seulement sur le plan politique mais aussi géologique, et deux tremblements de terre se sont produits dans les environs du réacteur de Bushehr, vous pouvez donc imaginer nos inquiétudes à ce sujet. Se rapprocher de l'Iran et progresser sur l'élimination de ces préoccupations ou questions sur le développement des armes nucléaires est une bonne chose à nos yeux.

Les pays du CCG se sont rencontrés il y a quelques jours lors d'une conférence au Koweït au cours de laquelle ils ont exprimé leur position favorable à l'égard de l'accord signé récemment à Genève. Ils ont également rappelé qu'il s'agissait d'un accord temporaire, et nous retiendrons nos applaudissements jusqu'à ce qu'un accord final élimine toute possibilité pour l'Iran de développer des armes de destruction massive.

Thierry de Montbrial, président et fondateur de la WPC

Supposons un accord permanent sur la question nucléaire dans un avenir pas trop lointain, comment pourrions-nous aller plus loin pour stabiliser le Moyen-Orient ? Pour le dire autrement, est-il possible d'avoir une quelconque stabilité au Moyen-Orient sans coopération positive entre certains des principaux acteurs, y compris la Turquie, l'Iran, l'Arabie

saoudite, et peut-être Israël, et même l'Égypte ? Pensez-vous qu'un succès dans la question nucléaire pourrait ouvrir la voie à un règlement plus en profondeur des questions moyen-orientales ?

S.A.S. le Prince Turki Al Faisal, président du King Faisal Center for Research and Islamic Studies (KFCRIS)

Je suis réservé sur l'éventualité que ces discussions intérimaires débouchent sur un accord final sur les ambitions nucléaires de l'Iran tant que je n'ai pas vu à quoi peut ressembler cet accord. Je suis d'avis que nous devrions avoir une zone exempte d'armes de destruction massive et, dans ce contexte, je rappelle à notre éminent public que, lors de la conférence de révision du traité de non-prolifération organisée à New York en 2010 à la suite des précédentes conférences du traité de non-prolifération, tous les signataires du traité, y compris les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, se sont mis d'accord pour organiser une conférence sur la question à Helsinki, qui devait justement être organisée au mois de décembre l'année dernière.

Malheureusement, deux semaines avant la date prévue, les États-Unis ont publié une déclaration pour expliquer que tout portait à croire que cette conférence échouerait, et qu'elle ne devait par conséquent pas avoir lieu. Bien entendu, je ne suis pas d'accord avec ce point de vue et c'est là que la question de la prolifération nucléaire et de l'armement nucléaire doit être négociée et ce pour garantir deux choses. Premièrement, une égalité de traitement doit exister pour tous les pays que vous avez mentionnés, pas seulement l'Iran ou l'Arabie saoudite mais également la Turquie, Israël et l'Égypte, qui peuvent avoir des avis sur ce sujet. La deuxième chose qu'il faut pour faire que cette région soit exempte d'armes de destruction massive et devienne une entité qui fonctionne, c'est obtenir deux garanties pour la zone, de la part des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU.

La première, c'est qu'ils doivent offrir un parapluie nucléaire pour la région, et je parle des cinq membres permanents conjointement. La seconde garantie, c'est qu'ils doivent sanctionner tout pays considéré comme développant une arme de destruction massive dans la région, pas seulement par le biais de sanctions politiques, diplomatiques et économiques mais également par des sanctions militaires. Ces deux garanties devraient ouvrir une période, disons de cinq ans, au cours de laquelle les pays de la zone pourront résoudre les problèmes entre eux dans l'objectif de faire de cette zone une entité viable et d'éliminer toute crainte ou problème chez tous ses membres.

Je me souviens que, lorsque j'ai fait cette proposition il y a plusieurs années à quelques diplomates européens, la première réaction a été, « Israël n'acceptera pas. » Ma réponse immédiate a été « et alors ? Si Israël n'accepte pas, et bien qu'il en soit ainsi. » Vous instaurez l'idée de la zone, les cinq membres permanents apportent la garantie et vous laissez Israël venir et négocier ce que le pays souhaite négocier, et il en va de même pour l'Iran. Cette manière de procéder est plus précise et concrète que – on l'a vu – consacrer dix ou onze ans à des négociations avec l'Iran, qui ne sont toujours pas achevées, et dont nous ne sommes pas certains que, même si elles aboutissent, il n'y aura pas encore à faire. Néanmoins, c'est une question qui est très vive dans notre région et nous avons besoin de l'attention du reste du monde.

Thierry de Montbrial, président et fondateur de la WPC

En ce qui concerne ces idées que vous essayez de promouvoir, comment pensez-vous qu'elles sont perçues par les pays impliqués dans ce jeu ? Ce qui me ramène à la question des États-Unis, à laquelle vous n'avez pas réellement répondu.

S.A.S. le Prince Turki Al Faisal, président du King Faisal Center for Research and Islamic Studies (KFCRIS)

Je ne sais pas comment ces pays le prennent ; pour l'heure, je discute avec des officiels depuis plusieurs années sans obtenir de réelle réponse. Néanmoins la presse et les médias le confirment, ces questions suscitent une attention croissante, pas seulement aux États-Unis mais aussi en Europe et ailleurs. Plusieurs groupes dans le monde œuvrent à promouvoir l'idée d'une zone exempte d'armes de destruction massive au Moyen-Orient, que ce soit en Europe, aux États-Unis ou au Moyen-Orient. Par conséquent, j'espère qu'ils finiront par se rallier à ce type de propositions.

En ce qui concerne la relation avec les États-Unis, depuis 1933, quand les premières compagnies pétrolières ont commencé à venir pour creuser du pétrole en Arabie saoudite, nous entretenons une relation pérenne bien établie

fondée sur des bénéfices et intérêts mutuels. Au cours de ces presque soixante-dix ans, nous avons connu des hauts et des bas. Le premier haut, pour ainsi dire, a été la rencontre entre le roi Abdul Aziz et le président Roosevelt sur la mer Rouge en 1945 ; c'est là que la relation officielle a débuté avec l'Amérique. Le président est venu voir le roi dans l'idée de le convaincre d'accepter le principe d'implantation des réfugiés juifs de la scène européenne en Palestine, car ils étaient persécutés en Allemagne. La réponse du roi a été que si les juifs étaient persécutés par les Allemands, ils ne devaient pas s'installer en Palestine mais au contraire recevoir les meilleures terres en Allemagne pour y rester. Les négociations entre les deux ont pris fin lorsque le président Roosevelt a donné des garanties au roi Abdul Aziz qu'il ne prendrait pas de décision sur cette question sans consulter et s'entendre avec le roi et les autres leaders arabes.

La même assurance a été formulée par le président Truman quand il a succédé au président Roosevelt peu après sa mort, mais en 1947 et 1948, à la veille des élections en Amérique le président Truman a simplement oublié la question de la consultation et est passé outre ; il a non seulement reconnu Israël mais lui a également fourni toute l'aide nécessaire. Ce qui a eu également un impact sur la relation, et la question de la Palestine et d'Israël est un point d'achoppement constant entre l'Arabie saoudite et les États-Unis qui a culminé, disons lors de l'embargo pétrolier de 1973. La relation entre le Royaume et l'Amérique fluctue depuis.

En ce qui concerne les questions sur la Syrie, la non-prolifération nucléaire et les pourparlers sur le nucléaire avec l'Iran, nous avons nos divergences avec les États-Unis, et nous les exprimons publiquement, mais cela ne signifie pas que la relation ne porte que sur ces trois sujets. Nous avons à l'heure actuelle plus de 100 000 étudiants saoudiens aux États-Unis, répartis dans de multiples universités et ce programme se poursuit depuis 2005, et va continuer, ainsi sur la dimension humaine, la relation entre les deux pays progresse.

En ce qui concerne les aspects économiques, l'Amérique reste notre premier partenaire commercial. Sur d'autres questions comme la défense et la sécurité, nous avons une consultation stratégique exhaustive avec ce pays. Par conséquent, il ne s'agit pas d'une relation qui ne porterait que sur un seul volet mais d'une relation plurielle, dans laquelle les intérêts des deux pays coïncident sur de nombreuses questions, et divergent sur d'autres.

Thierry de Montbrial, président et fondateur de la WPC

Il semble toutefois y avoir à l'heure actuelle une crise de confiance au plus haut niveau. Pourriez-vous commenter un peu cet état de fait ?

S.A.S. le Prince Turki Al Faisal, président du King Faisal Center for Research and Islamic Studies (KFCRIS)

Je peux exprimer mon opinion personnelle et non officielle, car je ne représente pas le gouvernement, mais j'entends de la part du peuple saoudien qu'il y a un problème de confiance. Quand vous entendez le président des États-Unis faire des déclarations sur des sujets qui nous concernent, nous considérons comme acquis qu'il respectera ces déclarations. Une question portait sur les fameuses lignes rouges à ne pas franchir en Syrie. Nous avons vu plusieurs lignes rouges mises en avant par le président qui avec le temps sont devenues plus roses et finalement sont devenues complètement blanches. Quand ce type de promesse vient du leader d'un pays comme les États-Unis, nous nous attendons à ce qu'il s'y tienne.

Je ne dis pas le président Obama n'a pas ses problèmes ; bien entendu qu'il en a, et qu'il a hérité d'un pays en quasi faillite, avec deux guerres, et les pertes non seulement en matériel mais aussi en vies humaines, je suis sûr qu'il agit en fonction de ce qu'il pense être le mieux pour son pays. Néanmoins, quand vous avez affaire à des gens, notamment au Moyen-Orient, qui ont de longue date des intérêts avec vous, et qui se sont engagés à vos côtés directement et sans hésitation à défendre ces intérêts, vous devez être en mesure de leur donner l'assurance que vous agirez selon vos paroles. J'ai écrit, pour la World Policy Conference, un article sur la Palestine, dont je vais vous lire quelques phrases, parce qu'elles portent sur cette question et sur la question globale de la confiance et de l'assurance.

« M. Kerry doit résister aux efforts incessants de M. Netanyahu de détourner les objectifs statutaires finaux des discussions vers un accord intérimaire qui continue de renier les pleins droits des Palestiniens à être un État



indépendant, continu et viable, avec pour capitale Jérusalem et ses réfugiés installés par le biais d'une procédure convenue entre Israël et la Palestine. La vision d'une Chambre des représentants américaine applaudissant la négation des droits de l'homme fondamentaux au peuple palestinien ne peut et ne doit pas empêcher le peuple américain d'apporter son soutien aux droits inaliénables des Palestiniens, tels qu'entérinés dans tous les canons humains et divins, et dont bénéficient tous les peuples de la planète. »

Je continue en disant que « désormais, alors que le second mandat de M. Obama est bien avancé, M. Kerry tente d'achever ce qui n'a pas été achevé auparavant, un accord de paix israélo-palestinien. Le monde nous regarde et n'applaudira pas une paix tronquée. Kerry fait face à deux opposants obstinés, déloyaux et fourbes, Netanyahu et le Congrès américain. Ils feront tout ce qui est en leur pouvoir pour mettre des bâtons dans les roues à M. Kerry dans sa marche vers la paix. Si le président revient sur sa position concernant les frontières de 1967, comme il l'a fait sur la ligne rouge de l'utilisation des armes chimiques par Assad, alors toute l'entreprise de paix entre les arabes et Israël sera anéantie. »

Ces questions affectent à mon avis la question d'ensemble de la confiance, et si on observe la non-prolifération nucléaire, le gouvernement américain a complètement abandonné l'idée d'une zone exempte d'armes de destruction massive. Si on observe la Syrie, le président est revenu sur de nombreuses déclarations. Si on observe la question du rapprochement avec l'Iran, il est évident que, lors de son premier mandat, le président voulait tendre la main à l'Iran. Nous n'avons pas été surpris, mais ce qui a été surprenant, c'est que nous ayons été écartés des discussions, de même qu'apparemment les autres membres de P5+1. Comment pouvez-vous instaurer la confiance quand vous cachez des secrets aux personnes qui sont supposées être vos plus proches alliés ?

Thierry de Montbrial, président et fondateur de la WPC

Et maintenant ?

S.A.S. le Prince Turki Al Faisal, président du King Faisal Center for Research and Islamic Studies (KFCRIS)

Nous avançons. L'approbation de l'accord finalisé P5+1 Iran, que j'ai déjà mentionnée, sera suspendue tant que la question n'aura pas été définitivement résolue. J'ai remarqué, notamment au cours de l'année qui vient de s'écouler, qu'une durée de six mois semble nécessaire pour n'importe quel progrès dans notre région. Vous avez l'accord sur l'Iran, fondé sur un délai intérimaire de six mois. Vous avez la question palestinienne, et six mois qui restent. Vous avez d'autres questions associées à une période de six mois. Je ne sais pas à quoi cela tient, si cela est connecté à la question de l'espace-temps einsteinien ou si c'est simplement une disposition pratique pour nous faire attendre et maintenir le statu quo sur ces six mois. Que va-t-il se produire quand les six mois seront écoulés ? Je ne sais pas.

Thierry de Montbrial, président et fondateur de la WPC

Petit aparté, la dernière fois, lors de la cinquième WPC, nous avons eu une session intéressante sur le monde bancaire et la question de la confiance. Jean-Claude Trichet s'en souviendra très bien, car il était concerné. J'ai utilisé le mot « confiance » et vous avez utilisé le mot « assurance ». Pensez-vous qu'il existe une différence entre ces deux termes ?

S.A.S. le Prince Turki Al Faisal, président du King Faisal Center for Research and Islamic Studies (KFCRIS)

Je n'ergote pas sur des distinctions de vocabulaire très ésotériques, je pense que la confiance et l'assurance sont identiques. Elles sont même indissociables.

Thierry de Montbrial, président et fondateur de la WPC

Qu'est-ce qui à votre avis serait le meilleur scénario hypothétique avant la fin du mandat de Barack Obama, et quel serait le pire scénario ? Nous parlons du Moyen-Orient, bien entendu, car il y a tant d'autres sujets.



S.A.S. le Prince Turki Al Faisal, président du King Faisal Center for Research and Islamic Studies (KFCRIS)

En ce qui concerne le Moyen-Orient, je pense que les discussions organisées par M. Kerry avec Mahmoud Abbas et Netanyahu sont très importantes et j'espère qu'elles vont réussir. Je resterai sceptique en attendant de voir sur quoi elles débouchent mais si elles parviennent à un résultat, je pense que cela dénouera de nombreuses questions subséquentes qui sont tout aussi reliées à ce problème. À mes yeux, il s'agit là d'un aspect crucial de la relation, pas seulement entre l'Arabie saoudite et les États-Unis mais également entre le monde arabo-musulman et le reste du monde, notamment l'Occident.

Une solution est possible, et chacun la connaît : un compromis sur les frontières de 1967 avec des garanties mutuelles, des échanges et des choses de ce genre. Ils en ont parlé à Taba, ils en ont parlé à Annapolis, ils en ont parlé dans tant d'endroits, mais personne n'a eu la volonté politique de la mettre en pratique. M. Kerry y consacre beaucoup d'efforts et d'énergie, et nous devons l'en féliciter, mais il ne réussira pas sans le soutien total du président sur ce sujet. Nous devons attendre de voir ce qui se passe à cet égard.

Thierry de Montbrial, président et fondateur de la WPC

Vous semblez sceptique.

S.A.S. le Prince Turki Al Faisal, président du King Faisal Center for Research and Islamic Studies (KFCRIS)

Je ne peux que me montrer sceptique, compte tenu de ce que je vois. Ce n'est pas une question née d'hier, elle se pose depuis plus de 60 ans.

Thierry de Montbrial, président et fondateur de la WPC

En ce qui concerne la restauration de la confiance, vous dites que les négociations de Kerry sont plus importantes pour déclencher des développements positifs au Moyen-Orient que les négociations sur l'Iran ?

S.A.S. le Prince Turki Al Faisal, président du King Faisal Center for Research and Islamic Studies (KFCRIS)

Je ne pense pas que vous puissiez le formuler ainsi, car tout est lié, la résolution d'une des questions est bénéfique à l'autre, et réciproquement. Par conséquent, supprimer un conflit de longue date qui fait perdre tant de ressources humaines et matérielles va aider à faire progresser les autres questions, comme la question du nucléaire en Iran et le problème en Syrie. Le problème en Syrie n'est pas seulement une tragédie, mais aussi un acte de négligence de la part du monde, qui continue d'assister aux souffrances du peuple syrien sans agir pour mettre fin à ces souffrances. Cela atteint presque un niveau de délit de la part de la communauté internationale, permettre à ce conflit de continuer et de pourrir ainsi est inacceptable.